



Organe international de contrôle des stupéfiants

Pour information — document sans caractère officiel.

**EMBARGO: 2 mars 2005
00:01 heure (GMT)**

MESSAGE DU PRÉSIDENT

L'offre et la demande de drogues illicites semblent être, à première vue, des activités tout à fait distinctes. Les drogues sont fabriquées, font l'objet d'un trafic et sont vendues sur le marché illicite par certaines personnes; elles sont achetées et consommées par d'autres personnes. Mais, en réalité, l'offre et la demande de drogues illicites sont des composantes inextricablement liées d'un phénomène unique. La demande de drogues stimule l'offre, et l'offre de drogues, à son tour, crée la demande, dans la mesure où davantage de personnes deviennent dépendantes à la drogue.

Dans le premier chapitre de son rapport pour 2004, l'Organe international de contrôle des stupéfiants analyse cette interaction entre l'offre et la demande et souligne la nécessité d'une approche équilibrée et intégrée. Les gouvernements ne peuvent pas se contenter, pour lutter contre le problème des drogues, de focaliser leurs efforts sur l'offre, qui n'est qu'un élément du problème. En effet, si des résultats à court terme parfois spectaculaires, y compris d'importantes saisies de drogues illicites, peuvent être ainsi obtenus, il ne saurait y avoir d'effets durables dans la mesure où, face à une demande soutenue, des sources d'approvisionnement nouvelles sont promptes à apparaître. Malheureusement, la réduction de la demande ne passe pas par des solutions rapides, mais implique des actions de prévention durables. Il est donc essentiel d'élaborer des stratégies globales qui combinent des actions de réduction de l'offre et aussi de la demande. C'est seulement à cette condition que l'on pourra réaliser des avancées importantes dans la lutte contre l'abus de drogues.

Le rapport rend compte aussi des consultations de l'Organe avec l'Afghanistan conformément à l'article 14 de la Convention de 1961. À l'issue des premières élections démocratiques organisées en octobre 2004, Hamid Karzai a été confirmé comme président de l'Afghanistan. Malheureusement, le grave problème de drogues sévissant dans ce pays fait peser une lourde menace sur cette jeune démocratie, de même que sur la stabilité et le relèvement économique du pays en général. Les cultures illicites de pavot à opium ne cessent de prendre de l'ampleur, fournissant les

trois quarts de l'héroïne mondiale; en outre, l'Afghanistan est devenu une importante source de résine de cannabis et une destination pour des substances psychotropes et des précurseurs faisant l'objet d'un trafic illicite.

L'Afghanistan a adopté une stratégie nationale de contrôle des drogues visant à éliminer en 10 ans les cultures illicites, la production illicite et le trafic de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en collaboration avec la communauté internationale dans son ensemble, appuie l'Afghanistan dans ses efforts pour arriver à cet objectif et pour se conformer aux traités internationaux relatifs au contrôle des drogues. Mais au bout du compte, c'est au Gouvernement afghan qu'il incombe de respecter ses engagements en vertu des traités internationaux relatifs au contrôle de drogues et de faire en sorte que sa population soit protégée du fléau de la drogue.

Le taux de l'infection par le VIH/sida parmi les toxicomanes par injection a rapidement augmenté dans certaines parties du monde, en particulier en Europe orientale et en Asie. Souvent, la propagation alarmante du VIH/sida et d'autres maladies infectieuses est liée à une méconnaissance choquante des faits essentiels concernant ces affections et leur mode de transmission. Les gouvernements doivent remédier à cette ignorance et trouver les moyens de juguler la propagation de l'infection par le VIH. Dans ce cadre, ils doivent veiller à ce que les politiques en vigueur en matière de contrôle des drogues ne contribuent pas à perpétuer le cycle vicieux de l'abus de drogues par injection et du VIH/sida. Plus précisément, il ne faut pas que les mesures visant à prévenir la propagation des maladies infectieuses soient considérées comme propres à faciliter ou même encourager



Organe international de contrôle des stupéfiants

l'abus de drogues, qui est, après tout, à l'origine du problème. En d'autres termes, l'objectif premier et prépondérant de toutes les interventions doit être de prévenir l'abus de drogues parce que celui-ci constitue en lui-même une pratique dangereuse et préjudiciable et parce qu'il est de nature à engendrer des effets encore plus dévastateurs par la façon dont il contribue à la propagation du VIH/sida et d'autres maladies infectieuses graves.

Hamid Ghodse
Président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants